

Bulletin d'histoire politique

Ronald Rudin et l'historiographie dite « révisionniste » : un bilan

Sébastien Parent



Volume 9, numéro 1, automne 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060437ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060437ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Parent, S. (2000). Ronald Rudin et l'historiographie dite « révisionniste » : un bilan. *Bulletin d'histoire politique*, 9(1), 169–183.
<https://doi.org/10.7202/1060437ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Ronald Rudin et l'historiographie dite « révisionniste » : un bilan



Sébastien Parent¹
Étudiant à la maîtrise en histoire
Université du Québec à Montréal

Jadis, on ne doutait guère de la spécificité de notre culture : des traditions, la langue et la religion en étaient les témoins irrécusables.

Fernand DUMONT, *Raisons communes*

À n'en pas douter, la mémoire collective conserve un bien « mauvais » souvenir de la décennie 1980. Cette décennie pourrait bien être celle de la morosité généralisée : crise économique paralysante pour une génération de jeunes travailleurs ; débats constitutionnels houleux et stériles qui ont tôt fait de désintéresser tout le monde ; remises en question des protections sociales difficilement acquises, considérées de plus en plus comme un luxe, bref, tout cela et combien d'autres caractéristiques qu'on préférerait ne pas ressasser aujourd'hui que les temps « semblent » plus cléments. C'est dans ce contexte, certes dépeint trop grossièrement, que s'est épanouie l'historiographie dite « révisionniste ».

Si l'on admet que le contexte social, politique et économique transparait toujours dans un travail de nature historique, trahissant même les plus implacables rhétoriques, peut-on, doit-on jager la production historique en regard des caractéristiques propres à l'époque de production ? C'est, du moins en histoire, une des prérogatives de ce que l'on appelle l'historiographie. L'autre principale partie du travail historiographique se réserve alors le soin d'évaluer la valeur théorique d'une contribution. Ronald Rudin a choisi cette voie et, au terme de son enquête, il en est venu à la conclusion que la production historique québécoise des vingt dernières années était « révisionniste ». De plus, il ne la considérera pas nécessairement plus savante, plus objective, plus scientifique que celle produite jusque-là. On s'en doute bien, ses thèses n'ont pas reçu un accueil, disons, enthousiaste.

Le défi de l'histoire

La réflexion historiographique québécoise actuelle repose principalement sur une entreprise de réévaluation de la production historique issue de cette fameuse décennie 1980. Le débat qui en découle est d'autant plus intéressant qu'il germe de l'intérieur de la discipline et qu'il risque, fort probablement au dire de certains, de se propager aux autres disciplines intéressées de près ou de loin à l'évolution de l'historiographie québécoise. Précisons toutefois qu'il n'y a là rien de bien particulier ou d'inédit. Les historiens ont toujours échangé sur la manière de faire de l'histoire. Cela assure en quelque sorte le rayonnement et le renouvellement de la recherche. Les risques de déphasage du discours historique par rapport à l'évolution de la discipline et des préoccupations sociales s'en trouvent minimisés. Cela dit, un des débats de l'heure, en histoire, consiste à évaluer la place accordée depuis les années 1980 à la question nationale².

Difficile dans ces conditions de contourner le postulat proposé par le « polémiste » historien Ronald Rudin dans son dernier ouvrage traduit de l'anglais sous le titre de *Faire de l'histoire au Québec*. Il n'a vraisemblablement pas exprimé de retenue pour soutenir des conclusions pour le moins « explosives » à l'endroit de l'interprétation historique telle que synthétisée dans l'ouvrage collectif *Histoire du Québec contemporain* (Linteau, Durocher, Robert et Ricard pour le second tome). La vague de critiques qui déferle depuis la sortie de l'ouvrage confirme qu'un pavé à bel et bien été lancé dans la mare historiennne. En fait, il est vrai que peu d'historiens, depuis Fernand Ouellet³, n'avaient osé critiquer leurs pairs avec autant d'acharnement et, dit-on, si peu de nuances.

Le débat est tel qu'il s'en trouve pour considérer péché le fait de s'y soustraire. Mais encore faut-il éviter certains pièges. En outre, faut-il éviter de réduire le débat à une vision manichéenne : Rudin d'un côté, les « révisionnistes » de l'autre. Faut-il aussi éviter de singulariser la démarche du professeur. En apparence, on dira que personne n'est dupe à ce point. C'est probablement vrai. Par ailleurs, il se trouve bien peu de praticiens qui partagent intégralement la vision du professeur Rudin.

Prendre le temps de s'arrêter pour profiter d'un relatif recul s'avère justifié pour la bonne poursuite d'un débat qui n'apparaît en rien futile. C'est en partie dans cette optique que cet article propose de jeter un regard sur ce qui s'est écrit en réaction à la thèse de Rudin. Nous remonterons de fait la filière à l'année 1992, alors que pour une première fois les thèses de Rudin sont exposées dans la *Canadian Historical Review*⁴. Aussi insisterons-nous sur le fait que Rudin s'inscrit dans un courant qui se veut critique de l'histoire sociale. Par conséquent, après avoir résumé les principaux griefs mis au jour par les différents détracteurs de l'histoire sociale, nous présente-

rons, dans une seconde partie les principales critiques formulées à l'égard des conclusions de Ronald Rudin. Nous remarquerons en fin de parcours que ce dernier fut probablement la plus grande victime de ses propres prétentions.

Les détracteurs de l'histoire sociale

Dans la préface de la réédition des *Normes de Maurice Séguin*⁵, Robert Comeau identifie trois figures contemporaines qui se font critiques de l'histoire sociale produite par les « révisionnistes » : Jean-Marie Fecteau, Jocelyn Létourneau et Ronald Rudin. À cette liste, nous joindrons la contribution de Gérard Bouchard qui, malgré sa foi constante en l'histoire sociale, concède que des changements pourraient s'avérer souhaitables, entre autres le retour d'une histoire nationale rénovée impliquant un virage vers l'histoire comparative.

D'abord, l'analyse historiographique de Ronald Rudin repose sur un postulat bien simple : la conception de l'histoire des « révisionnistes » a été modelée à la fois par l'évolution de leur profession et de leur société⁶. À cet égard, on ne doit pas considérer la toute dernière production plus scientifique que les productions antérieures. On aurait tort, par exemple, de croire que Linteau est plus scientifique que, disons, Lionel Groulx. Les « révisionnistes » n'ont seulement produit qu'une histoire particulière parce que, justement, écrite dans un contexte lui-même singulier. L'interprétation *whig* de H. Butterfield est donc à rejeter. L'accumulation des connaissances ne participe pas d'un mouvement progressiste. Le progrès, dans l'historiographie, au cours du XX^e siècle, est purement utopique. La plus récente interprétation, celle des « révisionnistes », ne serait donc pas nécessairement plus proche de la réalité historique que ne l'était celle de Ouellet, de Groulx ou de Séguin par exemple.

Or ce postulat n'a vraisemblablement rien de bien choquant pour les historiens. Paul-André Linteau, par exemple, n'a apparemment jamais soutenu que son interprétation est plus scientifique que celle de ses maîtres. Pas plus d'ailleurs qu'il ne consent à l'idée que les plus jeunes écrivent ou écriront une meilleure histoire du Québec ! Aussi les « révisionnistes » ont-ils peut-être été plus conscients que leur discours historique était largement tributaire de leur époque. C'est ailleurs qu'il faut chercher la polémique. Nous y reviendrons. Voyons plutôt pour l'instant les autres griefs portés contre l'histoire sociale produite depuis 1980.

Jocelyn Létourneau est un de ceux qui se sont penchés sur l'histoire sociale produite entre 1980 et 1995. Contrairement à Rudin, il ne s'arrête pas aux prétentions scientifiques des historiens. Il considère, au contraire, que l'apport méthodologique des « révisionnistes » est notable. En fait, ce que Létourneau déplore, c'est que depuis une quinzaine d'années, les praticiens participent « à la reconstruction des représentations d'ensemble qu'une communauté communicationnelle (les francophones du Québec) se

fait d'elle-même ». Les « révisionnistes » se sont affairés à présenter une image du Québécois rationnel en actualisant un passé affranchi de la célèbre « pain story ». L'historiographie aurait donc entrepris de : 1) remiser au rancart l'idée de déphasage du Québec par rapport aux autres sociétés ; 2) mettre en perspective de nouveaux repères temporels pour situer l'évolution historique ; 3) démythifier la Révolution tranquille qui véhicule l'image d'un Avant et d'un Après ; 4) concevoir le francophone comme l'égal de l'Autre. Le tout pour ainsi dire résorber l'image du Québécois en tant que *Sujet* manqué. Or, en s'attachant au discours de la différence, les Québécois auraient de toute évidence manqué le train de la modernité. Par conséquent, le discours historique véhiculé depuis le début des années 1980, remarque Létourneau, s'oppose au traditionnel discours nationaliste. Le nouveau récit collectif de la « nouvelle histoire » rompt avec la thèse du retard. Le déphasage n'a alors plus sa raison d'être. Les historiens ont beaucoup trop insisté sur le fait que le Canadien français était, à l'instar du parfait occidental contemporain, un être rationnel.

Malgré tous ces efforts, soutient le professeur de l'Université Laval, la mémoire collective ne semble pas avoir assimilé le nouveau discours. Le récit du passé reste collectivement le même que celui véhiculé dans les années 1950. Ainsi la « communauté communicationnelle » des Québécois francophones s'oppose à la version scientifique issue des années 1960. Le Québécois d'avant la Révolution tranquille reste pour l'ensemble de la population un être pauvre, petit, complexé et perdant. Ce déphasage entre mémoire et histoire mériterait une attention particulière de l'historien.

Pour Gérard Bouchard, l'occasion du 50^e anniversaire de fondation de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* était trop belle pour ne pas présenter un bilan de la production depuis l'apparition de l'histoire sociale au Québec⁷. D'abord, Bouchard remarque que l'histoire sociale marque une discontinuité, une différenciation par rapport à ses ambitions premières qui remontent aux années 1960. Ce faisant, il signale sept paradoxes : 1) l'histoire sociale s'est refermée sur elle-même n'étant guère plus lue que par les gens du métier ; 2) ses principaux thèmes d'histoire sociale ne sont pas vraiment dominants ; 3) elle s'est détournée des préoccupations de notre temps ; 4) elle n'a jamais été aussi fragmentée, la synthèse étant un genre pratiquement délaissé ; 5) elle ne s'est pas penchée sur une réflexion ; 6) elle s'est posée contre l'objectivité, mais elle est contre une discussion de méthode de production ; 7) elle se voulait interdisciplinaire, les frontières n'ont jamais été si nettes. La « nouvelle histoire » n'a pas atteint ses objectifs de départ.

Or n'est-il pas intéressant d'apprendre que la réflexion théorique et méthodologique a peu avancé depuis 20 ans, soit depuis que la « nouvelle

histoire » domine l'historiographie québécoise ? Les historiens ne sont pas portés à commenter leur pratique, les discussions épistémologiques ou théoriques sont assez rares. Pourtant tous devraient savoir que la connaissance du passé n'est pas le reflet fidèle de la réalité historique. Donc comment expliquer la rareté des écrits méthodologiques, épistémologiques, théoriques, historiographiques ou même critiques ? Bouchard affirme alors que :

Si la confrontation des thèses, les dialogues entre disciplines, les apories, les contradictions reflètent la vitalité et la richesse d'une science, alors l'histoire sociale québécoise devrait susciter quelques inquiétudes. On peut à raison craindre un nouveau positivisme beaucoup plus sophistiqué et plus trompeur parce que la méthodologie procure aux auteurs une plus grande sécurité.

Qu'a-t-on reproché à Ronald Rudin ?

On le constate, ce serait vraiment trop d'honneur et certainement réducteur que d'attribuer à l'ouvrage de Rudin toute la responsabilité de l'actuel débat ayant comme objet l'historiographie québécoise récente. Certes il est devenu une figure centrale en ce domaine dès l'instant où il a réussi à canaliser les diverses oppositions à l'égard de l'actuel paradigme dominant en histoire, le paradigme de la modernité. Ce constat devrait rappeler à tous que les considérations historiographiques de Rudin ont largement profité d'un courant d'ensemble, qui se veut critique de l'histoire sociale en général, en particulier celle des vingt dernières années au Québec. Ici le rôle du *Bulletin d'histoire politique*, fondé en 1992 dans l'optique d'offrir un contre-poids à l'hégémonie histoire sociale et économique, est primordial, voire central dans le développement et, surtout, la diffusion des idées du professeur. Le *Bulletin*, de nature plus ouvert aux débats que les autres périodiques savants, s'est tôt intéressé aux propos du chercheur en organisant, dès 1995, et grâce à l'Association québécoise d'histoire politique (AQHP), un colloque sur l'historiographie telle que vue par le chercheur de Concordia⁸. Quant aux autres périodiques d'histoire ou de sociologie, ils n'allaient, pour la plupart, s'intéresser au débat qu'après la sortie de *Faire de l'histoire au Québec*⁹.

Par conséquent, depuis près de dix ans, de nombreux écrits ont entrepris de modérer ou de réajuster les propos du professeur. Les moins concernés, c'est-à-dire les amateurs d'histoire par opposition aux praticiens, ont eu droit à de vifs échanges sur le sujet. Profitant de l'intérêt manifesté par le *Bulletin d'histoire politique*, des historiens comme Paul-André Linteau, Brian Young, Jean-Marie Fecteau, Yves Gingras et plusieurs autres, ont présenté leur position respective sur l'historiographie, tout en prenant soin de répliquer aux thèses « rudiniennes ». Or, force est de constater que ces répliques n'ont pas profité de l'impact médiatique qui a soutenu la sortie du livre de Rudin en 1998. En contrepartie, on peut affirmer qu'elles ont été qualitativement tout aussi enrichissantes¹⁰.

La première « confrontation » avec les idées du professeur Rudin pourrait se résumer en réaction à une histoire ethnique. L'historien de l'Université McGill, Brian Young, résume assez bien cet aspect de la critique. Young affirme en 1995 que « les critiques de Ronald Rudin émanent d'un tenant de l'histoire ethnique dans l'historiographie du Québec¹¹ ». Selon lui, l'auteur serait resté fidèle à son ambition première, celle que l'on retrouve dans *In Whose Interest? Quebec's Caisses Populaires 1900-1945*¹², qui privilégie l'étude des institutions plutôt que l'impact des rapports entre classes. Évidemment, cela aurait été surprenant que Young, « pour qui les modes de production et d'échange dominent toujours ses analyses », adhère aux propos du professeur Rudin. Il lui reproche, en outre, de faire de « l'ethnicité le moteur de l'histoire du Québec¹³ » quand, selon lui, l'analyse de l'historien devrait dépasser la perspective ethnique. Elle doit, dans ces conditions, rendre compte de toute la complexité des rapports au politique, au social et à l'économique, ce qui correspond bien à la nouvelle histoire à laquelle Young adhère sans compromis.

Les réactions de celui qui, sous la plume de Rudin, fut incontestablement présenté comme un pilier de l'histoire « révisionniste », sinon le leader tacite¹⁴, étaient aussi fort attendues. Dans son commentaire, Paul-André Linteau remarque que le premier problème de l'analyse du chercheur est relié à un phénomène de perception, phénomène commun, selon le spécialiste en histoire urbaine, chez ses collègues. Une vision réductrice et simplificatrice de la production aurait amené Rudin à présenter ses collègues des vingt dernières années comme étant membres d'un bloc idéologique monolithique. Pour le coauteur d'une des plus importantes synthèses de l'histoire québécoise, les historiens de sa génération sont loin d'être intégrés à un groupe homogène, malgré le fait qu'ils aient vécu un départ professionnel semblable : l'auteur écrit : « [...] un même point de départ ne mène pas nécessairement au même point d'arrivée¹⁵ ». En fait, ce que semble refuser le professeur de l'UQAM, c'est cette manie bien « rudinienne » de vouloir forcément présenter une « fausse apparence d'unité »...

Le coauteur avec Brian Young de cette autre synthèse, *Brève histoire socio-économique du Québec*, John A. Dickinson¹⁶, conserve un arrière-goût de déjà-vu à la lecture des propositions avancées par Rudin. Il constate que sa réflexion rejoint la thèse de Weber-Tawney¹⁷. Pour lui, cette dernière et tout débat qui s'y apparente sont dépassés et les historiens n'ont pas à expliquer la domination économique anglaise en ayant recours à des différences de valeurs religieuses ou non. En fait, contrairement aux ambitions du professeur Rudin, Dickinson croit que l'auteur, en suggérant que nous aurions eu un passé dominé par des institutions monolithiques telle l'Église catholique, n'arrivera qu'à décourager la discussion qui, d'ailleurs, « n'est pas propre à susciter un débat constructif¹⁸ ».

Autre son de cloche chez Gilles Bourque qui, déjà conscient en 1995 du fait que l'article de Rudin allait « traverser l'ensemble des sciences sociales qui s'intéressent à [...] l'histoire du Québec¹⁹ », admet que sociologues et historiens ont bel et bien délaissé l'étude des spécificités canadiennes-françaises au profit d'une approche moderne. Pourtant, il refuse d'endosser le projet « rudinien » d'une histoire postmoderne qui rechercherait un juste milieu entre deux visions du passé : la *pathologique* d'avant la Révolution tranquille et la *moderne* par la suite. Cette histoire postmoderne n'apparaît être, pour Bourque, qu'une reconstruction pré-révisionniste, un retour, comme Dickinson le soutenait, à une opposition des structures traditionalistes canadiennes-françaises aux structures « révisionnistes » canadiennes-anglaises. Bref, cette histoire reste, pour Bourque aussi, toujours « fort douce ou peu intéressante pour les spécialistes des sciences sociales ».

Comme Dickinson parlait d'un retour à un débat inutile, à sa manière, Yves Gingras accueille le projet « rudinien » d'une histoire post-révisionniste ou postmoderne comme un possible « retour à l'histoire des mentalités à la Fernand Ouellet²⁰ » ! Cette histoire prend, selon les termes de Gingras, des allures de « psychanalyse collective des historiens » et c'est pourquoi il s'y refuse. Ce faisant, il dénonce avec vigueur la manie « rudinienne » de ne pas prendre en compte la validité du savoir produit par ses confrères. En analysant seulement l'idéologie qui se dissimule derrière toute production historique, Rudin suggère de toute évidence que les « révisionnistes » sont allés trop loin dans leur quête de « normalisation » du passé, ce que refuse d'admettre le spécialiste en histoire des sciences.

Plus nuancé, Jean-Marie Fecteau²¹ s'inscrit dans le débat en établissant qu'il est regrettable que Rudin prenne nos « tares pathologiques », tels l'hyperléréalisme et la xénophobie, comme constitutives de notre spécificité, de notre identité nationale. D'ailleurs l'auteur allait écrire et démontrer, dans un article ultérieur, que « l'historiographie, à tout prendre, n'est pas masochiste²² » ! Alors comment ces maîtres du passé auraient-ils pu faire une histoire qui mette en évidence une trame historique plus ou moins sombre et malheureuse dans sa particularité ? Par conséquent, les historiens, depuis vingt ans, ont tenté de démontrer que notre grand récit collectif n'est pas formé que « d'idiosyncrasies » et un retour à cette forme d'histoire est à toutes fins utiles impossible. La modernité reste une exigence épistémologique héritée des sciences sociales d'après-guerre. Elle justifie l'abandon de l'étude de nos spécificités que déplore à grands traits Rudin dans son article. Les praticiens ont entrepris d'étudier ce qui était quantifiable au détriment de ce qui l'était moins, en l'occurrence nos particularités. Fecteau écrit au sujet de l'histoire sociale récente : « On n'a plus raconté, on a énuméré²³. »

On le voit, déjà en 1995, la réception des réflexions « rudiniennes » est d'inégale valeur, soit que l'on applaudisse la venue d'un débat tout neuf, soit que l'on y voie le retour d'un vieux débat sans issue. Michel Sarra-Bournet n'est pas sans laisser transparaître son engouement pour les commentaires du professeur Rudin. Survolant rapidement l'évolution de l'historiographie québécoise depuis la Seconde Guerre mondiale, Sarra-Bournet établit, comme Rudin, que les courants historiographiques précédant le « révisionnisme » avaient en commun une présentation du passé différente de celle du reste de l'Amérique du Nord. Les « révisionnistes » se distinguent des générations précédentes en ne mettant plus l'accent sur un passé distinct de l'Autre, mais bien sur un passé commun, donc plus « normal ». En cela, Sarra-Bournet endosse Rudin et est largement favorable au postrévisionnisme appelé par celui-ci. Il interprète cet appel comme étant une volonté de « constater que le Québec est universel dans sa spécificité, et que ce qui est normal, c'est d'être différent²⁴ ».

L'invitation à une forme d'histoire postmoderne semble aussi plaire à Jean-Paul Bernard. Plutôt réceptif aux propos soutenus dans l'article, Bernard considère « les orientations de l'historiographie sur le Québec depuis 20 ou 25 années comme autre chose que la vérité pure, enfin retrouvée²⁵ ». On peut aussi expliquer l'intérêt du spécialiste des Rébellions parce qu'il est avant tout un chaud partisan du retour du politique en histoire, thème pratiquement occulté depuis les deux dernières décennies. Malgré cette appréciation, Bernard n'est pas sans trouver quelque peu « flottante » la controversée notion de « société normale » avancée fréquemment par Rudin.

Réactions à *Faire de l'histoire au Québec*

Puisque la position de Rudin sur l'historiographie québécoise était fort bien connue avant même la parution de la traduction de *Making history in Quebec...*, on comprendra pourquoi Pierre Tousignant a pu écrire avec justesse que « la vivacité de la réaction tenait [...] au fait que l'auteur avait déjà alerté les historiens²⁶ ». Déjà en 1997, à l'occasion de la sortie du livre en anglais, Patrice Régimbald offrait un excellent compte rendu critique de l'essai et mettait dès lors au parfum la communauté de ce qui se pointait à l'horizon²⁷. Dans sa critique, Régimbald allait d'abord s'en prendre à la réhabilitation de Groulx. Contrairement à Rudin, le chanoine n'a pas été un historien si représentatif de son époque. Régimbald précise que « les clercs-historiens qui, comme Groulx, croient en l'action bienveillante de la Providence sont assez rares dans l'université américaine ou française de l'époque²⁸ ». Mais surtout, on retiendra de Régimbald cette affirmation selon laquelle Rudin serait peut-être « un historien révisionniste qui s'ignore²⁹ ».

L'auteur constate en effet que le chercheur, qui reproche aux révisionnistes d'avoir été trop hâtifs en parlant de la modernisation du passé québécois, situe l'émergence d'une histoire scientifique avec Groulx dans l'entre-deux-guerres. Faut-il rappeler que les « révisionnistes » placent l'émergence d'une pratique scientifique en histoire dans les années 1940 avec l'école de Montréal ! Qui donc est « révisionniste » ?

Malgré cette excellente critique, ce n'est vraiment qu'à l'automne de 1998 que se font entendre les premières réactions vindicatives à la sortie de l'ouvrage, lesquelles allaient donner le ton à bon nombre de critiques ultérieures. En comparaison avec la première vague de critiques, la seconde devait mettre l'accent sur la méthodologie du professeur Rudin.

Premier intervenant d'une série d'invités par le *Bulletin*, Pierre Trépanier souscrit à la position relativiste soutenue par Rudin, mais tient d'entrée de jeu à préciser que « le relativisme modéré [...] semble la seule position épistémologique tenable³⁰ ». D'ailleurs, c'est le seul point commun que partage Trépanier avec le professeur de Concordia. C'est pourquoi sa critique ne tarde pas à ramener à l'avant-scène toutes les petites erreurs méthodologiques qui parsèment l'ouvrage de Rudin, telles des lectures incomplètes, des définitions hasardeuses, des concepts imprécis. Mais, plus encore, Trépanier écrit : « l'histoire révisionniste n'est ni apolitique ni nationale pour la bonne raison qu'elle est libérale et antinationaliste³¹ ». Qui plus est, les « révisionnistes » n'ont pas écrit une histoire nationale parce qu'ils ont cessé de faire des Canadiens français un groupe nationalitaire. Ils ont défini les Québécois en tant que communauté culturelle minoritaire en Amérique du Nord, ce qui n'a rien de bien nationaliste. De plus, la génération de Linteau a suivi le programme politique de la Révolution tranquille, soit le libéralisme. Ces nouveaux « scribes » de la technocratie québécoise montante ont choisi d'endosser « la rationalité matérialiste » au lieu de « la rationalité culturelle » des générations précédentes. Trépanier termine en rappelant que l'argumentaire souverainiste, qui jusqu'à tout récemment s'appuyait sur le discours de l'oppression et de la différence, était conséquemment miné.

Le deuxième intervenant, Bruno Deshaies, voulait, par son commentaire, montrer que les disciples se sont distingués de Lionel Groulx, malgré ce que veut bien en reconnaître Rudin dans son chapitre sur les historiens de l'École de Montréal. Pour lui, le « fossé » entre les jeunes historiens et le maître se creuse à l'occasion du 50^e Congrès national de l'Association de la Jeunesse canadienne-française (1953)³². Le maître a certes tracé la voie, affirme Deshaies, mais les explications développées par les jeunes de l'École de Montréal sont radicalement différentes de celles de Groulx. Aussi l'auteur fait-il remarquer que Rudin sous-estime l'influence des Montréalais en ne retenant, comme indicateur de l'apport d'un auteur à la discipline, que le nombre

d'ouvrages publiés. C'est en définitive « sous-estimer la force de la communication verbale » d'un Séguin et l'influence de ses *Normes* pour l'historiographie. Les néo-nationalistes ont d'ailleurs innové sur le plan méthodologique, écrit Deshaies, au diapason de ce qui se faisait ailleurs, dépassant même la simple critique externe et interne des documents. Séguin, conclut Deshaies, « ne dit rien d'autre qu'a pu écrire Henri-Irénée Marrou [...] ou encore Raymond Aron.... Pourquoi serait-il moins crédible que ces derniers³³ ? »

L'historien Éric Bédard était invité par le *Bulletin* à commenter le troisième chapitre de l'ouvrage, « Le maître et ses successeurs : l'École de Montréal ». Il conclut que Rudin s'est mis à partie « du revers de la main une génération d'intellectuels — les néo-nationalistes dans ce cas — qui aurait pu faire figure d'alliés³⁴. » Bédard associe les critiques de Rudin à l'égard de cette école de pensée à une tentative de remise en question des conclusions de l'historien Jean Lamarre³⁵. Rudin s'inscrirait en faux vis-à-vis des conclusions de Lamarre qui marginalisent Groulx et l'École de Québec. De toute évidence, le jeune historien estime que cette approche est non représentative de la place réelle occupée par les Montréalais dans l'historiographie québécoise et qu'il n'est pas nécessaire de rabaisser une école de pensée uniquement dans l'intention de faire ressortir plus grande sa rivale, c'est-à-dire l'École de Québec. Aussi Bédard refuse-t-il d'accréditer l'énoncé de Rudin selon lequel les Frégault, Brunet et Séguin n'auraient été que des militants de la cause nationaliste.

Le *Bulletin* ne pouvait trouver mieux qu'un ancien étudiant de l'Université Laval pour critiquer le chapitre quatre portant justement sur l'École de Québec. Serge Gagnon, contrairement à Bédard, donne d'entrée de jeu raison à Rudin en ce qui concerne la relative réhabilitation de l'École de Québec. Mais en ce qui a trait au refus de la perspective *whig* en histoire, Gagnon sert à Rudin un argumentaire digne d'un des rares historiographes québécois³⁶. Les énergies déployées par Gagnon sont donc portées au compte de l'histoire *whig* dans une « héroïque » tentative de démontrer en quoi Rudin participe lui-même au progrès du savoir historique. Avouant avoir lui-même partagé à ses débuts les doutes du « présentisme » (critique des valeurs du présent qui sont omniprésentes dans tout travail historique), Gagnon rappelle que l'évaluation d'une contribution à la connaissance du passé passe par une double opération méthodologique : distinguer la part de présent qui émane d'une œuvre, donc l'idéologie ; évaluer la contribution méthodologique, théorique, bref l'apport à la connaissance historique. Rudin n'a, semble-t-il, fait le travail qu'à moitié.

Les sociologues de l'UQAM, Gilles Bourque et Jacques Beauchemin, venaient clore le débat en analysant le polémique cinquième chapitre, « À

la recherche de la normalité : le révisionnisme et au-delà ». Délivrant Rudin de toute accusation voulant que ses critiques ne tiennent qu'aux orientations politiques de leurs confrères — un peu comme le faisait si bien un Fernand Ouellet — Bourque et Beauchemin écrivent « que l'heure n'est pas aux mauvais procès³⁷ ». Pour eux, l'auteur s'en prend aux positions positivistes des praticiens et à leur fixation face aux déterminations structurelles que la méthode offre. Analysant un chapitre central du livre, celui qui a mis nombre d'historiens actuels sur la défensive et qui vraisemblablement a provoqué une polémique, les sociologues remarquent que Rudin est un historien profondément conservateur. Ses coups portés au paradigme de la modernité s'apparentent, en effet, davantage à une perception bien personnelle que l'auteur entretient des bouleversements de la Révolution tranquille. D'après Bourque et Beauchemin, la perspective « rudinienne » présente le traitement de la modernité, tel que fait par les derniers maîtres de la pratique historique, comme une volonté implicite de montrer en quoi le Québec vit, depuis 200 ans, les mêmes problèmes sociaux que le reste de l'Occident. Cela expliquerait en partie pourquoi le Québec, lui aussi impuissant, subit à l'heure actuelle l'échec du projet providentiel tel que défini par ses artisans. Ces deux auteurs s'opposent à la simplicité d'un tel postulat. Ils sont plutôt d'avis que cette analyse procède d'un désenchantement personnel face aux lendemains de la Révolution tranquille — à la manière d'un Dumont dans *Raisons communes*. Il est probant que la vision historiographique qui inspire Rudin rejoint une philosophie de l'histoire profondément conservatrice.

Le postrudinisme ou l'avenir du débat en historiographie québécoise

Le débat est retourné sur la tribune canadienne-anglaise dans la *CHR* à l'automne et l'hiver de 1999-2000. Jean-Marie Fecteau y partage ses impressions à la suite de la sortie de l'ouvrage de Rudin³⁸. Fecteau, nous l'avons vu, fait partie de la première vague d'intellectuels qui se sont intéressés aux propos de Rudin. Cette fois-ci, l'auteur analyse l'ouvrage en apportant une nuance à la critique existante. « C'est en fouillant les présupposés analytiques sous-jacents à l'œuvre que Fecteau établit que la critique jusqu'à maintenant a porté davantage sur l'exactitude de l'analyse », laissant plus ou moins de côté le diagnostic dans son intégralité. Son commentaire s'inspire alors des deux principales différences qui distinguent l'article de 1992 du livre de 1997 : d'un côté, une ethnisation marquée du corpus révisionniste (il ne reste que les auteurs de langue française) ; de l'autre, une systématisation de la position relativiste de l'auteur avec le rejet de l'histoire *whig*.

Concernant la question d'une nouvelle histoire nationale modelée par les « révisionnistes », Fecteau remarque que l'analyse de Rudin ne mesure

pas adéquatement l'impact de la Révolution tranquille sur les deux paradigmes en opposition dans les années 1950, soit entre les Écoles de Montréal et de Québec. Il omet surtout de dire qu'à partir du moment où les attentes nationalistes disposaient de l'État québécois pour se faire entendre, le conflit entre les Écoles devenait inintéressant. À l'arrivée des Linteau, Robert *et al.*, souligne Fecteau, il y a des années que l'histoire malheureuse, celle des opprimés, est en déclin, ils ne sauraient d'aucune façon en être tenus responsables. Ce que les historiens de la génération de Linteau ont fait, c'est prendre le Québec comme espace politique d'étude pour ensuite mettre de côté les évaluations ou les interprétations chargées d'émotion. Comme le dit si bien Fecteau, « le temps était maintenant aux études sages, aux recherches dépassionnées » qui se distinguent visiblement des travaux d'un Ouellet ou d'un Séguin, mais en conservent tout de même les instruments méthodologiques que ces pionniers avaient mis au point. Ce faisant, termine Fecteau, « il devenait possible pour un historien d'apparaître nationaliste et de faire des recherches relativement apolitiques ».

L'autre aspect problématique que retient Fecteau, et qui s'adresse davantage aux détracteurs de Rudin, est cette dénonciation de l'histoire *whig* au profit d'un relativisme historique radical. Contrairement à ce que plusieurs pensent, le chercheur de Concordia n'établit pas que l'histoire québécoise ou sociale est en crise ou encore en déclin. Il veut simplement, selon la lecture qu'en fait Fecteau, sensibiliser ses pairs au fait que leurs interprétations restent subjectives, malgré la scientificité de leurs méthodes. En d'autres termes, l'historien des historiens s'en prend aux « carences interprétatives d'une génération en particulier et non à la pertinence de leur pratique ».

Autre historien de la première heure, Yves Gingras³⁹ revient avec une critique essentiellement méthodologique renforçant ainsi le précepte voulant que l'oubli des règles amène indubitablement la faute. À titre indicatif de son appréciation générale, Gingras aurait « recalé » un étudiant qui lui aurait remis un travail similaire. Pour lui, l'œuvre, qui n'en est pas une, se résume en un amas d'insinuations et d'allégations sans fondement qui sont présentées au lecteur comme vérités scientifiques. Prenons un exemple pour illustrer la critique de Gingras. Les citations utilisées par Rudin, outre le fait qu'elles soient souvent mal traduites, sont tellement mal analysées que, paraît-il, Rudin arriverait à faire dire à des auteurs le contraire de ce qu'ils ont réellement voulu dire. Dans la même optique, Gingras déplore l'absence de distinctions entre un article scientifique et un discours politique, ce qui amène le professeur à traiter les deux types d'écrits comme étant des contributions de valeur égale. Bref, sur le plan méthodologique, l'ouvrage, pour Gingras, s'avère une bien mauvaise contribution qui ne devrait réjouir personne.

Enfin, d'après Tousignant⁴⁰, seuls les « groulxistes » accueilleront avec sympathie les conclusions de l'essai en ce qu'elles réhabilitent Groulx. L'ex-professeur de l'Université de Montréal reproche en fait à Rudin de limiter les relations entre le « maître et ses élèves » à des rapports de fidélité et d'infidélité dans le but ultime de faire ressortir la figure du prêtre historien plus grande que nature. Ce qui apparaît réducteur et jette dans l'ombre des figures qui n'auraient mérité qu'une simple mention. Tout aussi réducteur est le traitement que fait Rudin des *Normes* de Maurice Séguin. En réalité, le virage épistémologique que Rudin accorde aux « révisionnistes » avait été préparé, soutient Tousignant, par les *Normes*, étant donné que celles-ci rendaient possible la pratique d'une histoire structurale. Par conséquent, les néo-nationalistes étaient beaucoup plus proches de l'analyse structurale que ne pouvait l'être l'institution de Québec.

Conclusion

On l'aura tôt compris, ce bref survol des réactions aux thèses soutenues par le professeur Rudin au cours des dernières années n'a pas la prétention d'être exhaustif. L'exercice se voulait bien modestement un résumé des principales répliques formulées à l'endroit d'une position fortement critiquée par les praticiens des sciences sociales. On l'a vu, les détracteurs sont divisés. Pour certains, Rudin reste un historien qui valorise le retour de l'ethnicité en histoire ; pour d'autres, il est un historien qui « ignore » ou « bafoue » les règles de la méthodologie. Il ne nous reste qu'à espérer une nouvelle réplique de Ronald Rudin, un retour sur les dernières critiques à l'égard de son ouvrage. En attendant, essayons de réfléchir autrement, parce que Rudin ou pas, l'histoire en général, et non seulement au Québec, est indubitablement en crise⁴¹ et les historiens ne peuvent ignorer cette réalité. Les commentaires émis par les détracteurs pourraient permettre de découvrir, espérons-le, quelques bons éléments d'analyse pour l'historiographie en général. Il faudra alors au préalable savoir si les critiques les plus cinglantes n'ont pas cherché qu'à se tromper elles-mêmes en ne retenant ici que les erreurs méthodologiques d'un ouvrage. Le passé imparfait, ce n'est peut-être que ça...

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Je tiens à remercier les personnes qui m'ont d'une façon ou d'une autre appuyé dans la réalisation de ce premier article. Je pense entre autres à Robert Comeau, à Jean-Marie Fecteau, à Daniel Beaudin, à Marie-France Tanguay et à Claire Besner.
2. Daniel Roberge, *Le traitement de la question nationale québécoise chez les historiens et sociologues québécois (1960-1990)* (mémoire de maîtrise), Montréal, UQAM, 1999, 208 p.
3. Voir Fernand Ouellet, « La modernisation de l'historiographie et l'émergence de l'histoire sociale », *Recherches sociographiques*, vol. XXVI, n^o 1-2, 1985.

4. La traduction de cet article se trouve dans Ronald Rudin, « La quête d'une société normale. Critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n° 2, 1995, p. 9-42.
5. Pierre Tousignant (dir.), *Les normes de Maurice Séguin*, Montréal, Guérin, 1999.
6. Ronald Rudin, *Faire de l'histoire au Québec* (préface), Sillery, Septentrion, 1998, p. 21. Traduction Pierre R. Desrosiers.
7. Gérard Bouchard, « L'histoire sociale au Québec. Réflexions sur quelques paradoxes », *RHAF*, vol. 51, n° 2, p. 243-271. Dans son plus récent ouvrage *Genèse des nations et cultures du Nouveau monde. Essai d'histoire comparée*, Montréal, Boréal, 2000, p. 71, Gérard Bouchard aborde le courant moderniste, « véritable courant scientifique qui a su mettre en place une vision renouvelée du passé québécois, [...] a été une réaction nécessaire et féconde à d'autres courants historiographiques qui persistaient à projeter une représentation extrêmement réductrice et appauvrie de ce passé ».
8. Il s'agit de la traduction d'un article paru en 1992 dans la *CHR*, voir Ronald Rudin, « Revisionism and the Search for a Normal society: A Critique of Recent Quebec historical Writing », *Canadian Historical Review*, vol. LXXIII, n° 1, 1992, p. 30-61. On retrouvait la traduction de cet article ainsi que les commentaires d'invités dans *Bulletin d'histoire politique*, « L'histoire du Québec revue et corrigée », vol. 3, n° 2 et « Y a-t-il une nouvelle histoire du Québec ? », vol. 5, n° 2.
9. En effet, la *RHAF* publiait, en 1998, les réactions de Paul-André Linteau et de Fernand Harvey à un article de Rudin paru en 1997 à l'occasion du 50^e anniversaire de fondation du périodique. La *RHAF* en avait profité pour présenter en filigrane la position de Rudin à ses lecteurs. Voir Ronald Rudin, « Regards sur l'*IHAF* et la *RHAF* à l'époque de Groulx ». Ce n'est qu'en juin 2000 que l'ouvrage de Ronald Rudin a fait l'objet d'une recension dans la *RHAF*.
10. Le lecteur intéressé à connaître davantage l'origine de ces discussions épistémologiques pourra toujours consulter à loisir la traduction intégrale de l'article de 1992 dans le *Bulletin*. Ronald Rudin, « La quête d'une société normale... » *op. cit.*
11. Brian Young, « Y a-t-il une nouvelle histoire du Québec ? », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 2, 1995, p. 7.
12. Ronald Rudin dans *Whose Interest? Quebec's Caisses Populaires 1900-1945*, Montréal et Kingston, Presses universitaires McGill-Queen's, 1990.
13. Brian Young, *op. cit.*, p. 11.
14. Et pour cause, Rudin s'appuie sur un texte signé par Paul-André Linteau en 1983 dans *Liberté* alors que vraisemblablement Linteau semble s'improviser porte-parole de sa génération. Voir Paul-André Linteau, « La nouvelle histoire », *Liberté*, n° 147, 1983, p. 34-47.
15. Paul-André Linteau, « De l'équilibre et de la nuance dans l'interprétation de l'histoire du Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 2, 1995, p. 14.
16. John A. Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Sillery, Septentrion, 1995, 384 p.
17. Cette thèse, dépassée selon l'auteur, expliquait le retard économique des Canadiens français par des différences de valeurs religieuses ou autres. Mais cette thèse ne rend pas compte du fait que la France du XVIII^e siècle avait une croissance commerciale supérieure à celle de l'Angleterre.
18. John A. Dickinson, « Commentaires sur la critique de Ronald Rudin », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 2, 1995, p. 23.
19. Gilles Bourque, « Du révisionnisme en histoire du Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 2, 1995, p. 45.

20. Yves Gingras, « Une sociologie spontanée de la connaissance historique », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 2, 1995, p. 40.
21. Jean-Marie Fecteau, « La quête d'une histoire normale : réflexion sur les limites épistémologiques du révisionnisme au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 2, 1995, p. 31.
22. Jean-Marie Fecteau, « Les lendemains de défaite : les Rébellions comme histoire mémoire », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, n° 1, 1998, p. 20.
23. *Ibid.*, p. 34.
24. *Ibid.*, p. 29.
25. Jean-Paul Bernard « Histoire nouvelle et révisionnisme », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 4, n° 2, 1995, p. 53.
26. Pierre Tousignant (dir.), « Maurice Séguin et l'historiographie québécoise revisitée par Ronald Rudin », dans *Les Normes de Maurice Séguin*, Montréal, Guérin, 1999.
27. Patrice Régimbald, « Recensions : Ronald Rudin, *Making History in Twentieth-Century Quebec* », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 6, n° 2, 1998, p. 147-155.
28. *Ibid.*, p. 152.
29. *Ibid.*, p. 153.
30. Pierre Trépanier, « Faire de l'histoire à la manière de Ronald Rudin », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, n° 1, 1998, p. 107.
31. *Ibid.*, p. 111.
32. Bruno Deshaies, « De Groulx à l'École de Montréal : une impasse », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, n° 1, 1998, p. 121.
33. *Ibid.*, p. 123.
34. Éric Bédard, « Ronald Rudin et l'École de Montréal », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, n° 1, 1998, p. 132.
35. Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin*, Guy Frégault et Michel Brunet, 1944-1969, Sillery, Septentrion, 1993, 561 p.
36. Il s'agit en fait d'un chapitre de son plus récent livre, *Le passé composé*. Voir, Serge Gagnon, *Le passé composé, de Ouellet à Rudin*, Montréal, VLB éditeur, 1999, 190 p. Ou encore, consulter Serge Gagnon, « À propos de Ronald Rudin », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, n° 1, 1998, p. 133-151.
37. Jacques Beauchemin et Gilles Bourque, « Questions pour un débat », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, n° 1, 1998, p. 152.
38. Jean-Marie Fecteau, « Entre la quête de la nation et les découvertes de la science. L'historiographie québécoise vue par R. Rudin », *CHR*, 1999.
39. Yves Gingras, « Making up History », *Literary Review of Canada*, que l'on peut aussi retrouver dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 8, n° 2-3, 2000. La réplique de Ronald Rudin à ce texte suit notre analyse.
40. Pierre Tousignant, *op. cit.*, 1999.
41. Voir à ce sujet la conclusion de Jean-Marie Fecteau « Entre la quête... », *op. cit.*